

L'apport du concept de contre-urbanisation au cas de la Belgique

Laurence THOMSIN

Résumé

Le schéma de "contre-urbanisation", très peu exploité à l'exception d'auteurs anglo-saxons, néerlandais et allemands, permet de bien mettre en évidence des mouvements non exclusivement démographiques en dehors des espaces métropolitains. Toutefois, sans se donner les moyens d'être, en raison d'ambiguïtés conceptuelles et méthodologiques exposées dans cet article, un modèle explicatif de ces nouvelles modalités migratoires apparues à l'aube des années septante, ce concept de "contre-urbanisation" est une source qui s'est tarie d'elle-même.

Mots - clés

contre-urbanisation, concept et critique, Europe du Nord -Ouest, Belgique

Summary

The idea of counterurbanisation, weakly used outside Anglo-Saxon, Dutch and German writers, emphasises well the existence of non-exclusively demographic movements, establishing beyond metropolitan areas. However, without power to be, because of conceptual and methodological ambiguities explained in this paper, an explicative model of these new migrations from the seventies, this concept of counterurbanisation is a dried up source.

Keywords

counterurbanisation, concept and review, North-West Europe, Belgium

INTRODUCTION

Mes recherches sur la dynamique des zones de faibles densités au travers de régions belges, allemandes, grand-ducales et françaises m'ont conduite à m'interroger sur la pertinence du concept anglo-américain de *counterurbanisation*. Selon certains, il ne constituerait pas strictement une forme principale du développement rural (Huigen & Volkers, 1991); il participerait plutôt à un changement de distribution de population impliquant la croissance de petits centres et de zones rurales, notamment celles localisées bien au-delà du "système métropolitain" (Sant & Simons, 1993). Tel que développée jusqu'à présent, la notion de *counterurbanisation* suscite souvent la confusion en raison d'ambiguïtés conceptuelles et méthodologiques. Il est difficile à définir, notamment en raison d'assimilations non justifiées avec les multiples termes de "renaissance rurale", de "régénération", de "dispersion", de "migration centre-périphérie", de "décentralisation" ou de "suburbanisation".

La principale faiblesse de ce concept provient du fait qu'il s'est développé dans le cadre d'études empiriques, plutôt que d'une analyse théorique (Dean & al., 1984). Le plus

souvent, les données ont été traitées dans un vide théorique tel que la validité des résultats porte à réflexion.

A partir d'analyses similaires, divers chercheurs ont en effet posé des conclusions contradictoires.

I. EXPOSE DU CAS

Nous relèverons ici les aspects théoriques du processus de "contre-urbanisation", ainsi que les divers types de mesures et les définitions s'y rapportant (nature du processus et facteurs causaux), ceci pour en développer une version plus précise et pour en envisager les perspectives d'exploitations dans le cadre d'une étude de l'espace rural de l'Europe du Nord-Ouest.

Depuis la fin des années septante, de nombreux travaux géographiques évoquent l'existence d'une redistribution généralisée, récente et clairement plus homogène des densités humaines au sein de l'espace des pays industrialisés. L'espace affecté par ces nouveaux mouvements serait tout autant l'espace urbanisé que l'espace des faibles densités, mais cela, selon une tendance migratoire inverse de ce qui a prévalu jusqu'alors. Cette

redistribution démographique marquerait un nouveau tournant au sein des processus d'urbanisation. Il s'agirait d'une rupture du mécanisme "classique" d'urbanisation, dans lequel la tendance dominante de la migration nette est en corrélation avec la taille de l'unité de peuplement : les plus petites unités attestant des taux de plus grande perte et les plus grandes des taux de plus grands gains. Ce concept d'urbanisation est dans ce cas limité à sa signification géographique, c'est-à-dire un processus de densification spatiale.

Pour désigner le nouveau processus de croissance inversement corrélé à la taille de l'unité urbaine (i.e. définition restrictive), des auteurs anglo-américains adoptent le terme de *counterurbanisation*, que nous traduisons par "contre-urbanisation". La paternité du concept revient à Beale et à Berry, qui en 1976 constatent la fin de l'urbanisation aux États-Unis et son remplacement par un nouveau modèle dominant de peuplement : la *counterurbanisation*.

Deux années plus tard, suite aux travaux de Vining et de Kontuly en 1978, cette observation s'élargit à l'ensemble des États industrialisés de l'Ouest européen en général. Ces deux auteurs constatent le déclin, depuis le début des années septante, des centres à forte concentration de population et un mouvement migratoire dirigé vers les régions plus rurales et périphériques de ces États.

D'autres auteurs anglo-saxons s'attacheront à la recherche d'une preuve de l'existence de la "contre-urbanisation" dans différents pays de l'Europe du Nord-Ouest (Ogden, 1985; Dean, 1986; Champion, 1989; Coombes, 1989; Robinson, 1990; Halfacree, 1994; Fielding, 1989). Parmi ces études, citons celle de Fielding en 1982, qui, d'une part, illustre sur base du cas français le processus d'urbanisation dominant dans la période 1950-1980 et, d'autre part, désigne sept pays européens en rupture d'urbanisation.

Analysant le processus d'urbanisation classique, durant les trois décennies, cinquante, soixante et septante, l'auteur découvre les prémices des mécanismes qui contribueront à définir le concept de la "contre-urbanisation" des années quatre-vingt. Il rencontre en cours de route une évolution avec deux étapes de transition. Durant les années cinquante, l'espace rural tout entier reste soumis à une dépopulation active dans le cadre d'un système urbain où les plus grandes unités connaissent les plus grands gains migratoires. Une coupure réellement importante de cette tendance survient entre le milieu des années soixante et le début des années septante. Le domaine rural, affecté par des pertes migratoires, concerne les entités les plus petites (de 500 à 1 000 habitants). Les entités très petites (1 000-2 000 hab.), petites (2 000-5 000) et moyennes (5 000-20 000) enregistrent des taux nets positifs. A partir des

grandes (50 000-200 000 hab.) et très grandes entités (>200 000 hab.), les taux de gains décroissent. Une relation inverse, où le plus urbain perd et le plus rural gagne, apparaît donc à l'issue des années septante. Fin des années quatre-vingt, une coupure claire (*clean break*) avec le passé se confirme. Le taux de migration nette est cette fois inversement corrélé à la taille du peuplement de chaque entité considérée.

L'aube des années quatre-vingt confirme l'amorce d'une domination de la *counterurbanisation*.

Une étude empirique basée sur les relations entre la migration nette et la taille des entités de peuplement durant les années soixante et septante, montre que la Belgique, le Danemark, la France, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et la République Fédérale d'Allemagne sont caractérisés par une rupture d'urbanisation. Les principales agglomérations et villes industrielles montraient durant les années septante des signes de perte migratoire. Les régions rurales pourvues de petites unités et d'entités médianes montraient des signes nets de gains migratoires. L'Irlande, l'Espagne et le Portugal devaient vraisemblablement maintenir une relation positive entre migration nette et taille de peuplement durant les années septante. La Suisse et l'Autriche devaient, sous réserve du résultat des recensements de 1980-81, suivre pareillement ce mouvement de *counterurbanisation*. L'Italie et la Norvège n'indiquaient aucune relation particulière. Dans sept cas sur quatorze, il a été possible de calculer le renversement des taux de la migration nette entre les années soixante et septante. Dans tous les cas, le renversement s'est effectué en faveur de la *counterurbanisation*.

En dehors des tendances évoquées ci-dessus, l'impression la plus forte retenue de cette étude empirique confirme l'immense complexité des situations régionales et locales de l'Europe de l'Ouest. Néanmoins, les faits mis en évidence soulignent que, bien qu'il puisse y avoir de très grandes différences entre modes de vie des habitants d'entités urbaines comparables en Europe de l'Ouest, des tendances communes à l'évolution des modèles de peuplement y apparaissent nettement. L'urbanisation qui caractérisait l'Europe de l'Ouest dans les années cinquante, a selon Fielding, été remplacée depuis les années quatre-vingt soit par la "contre-urbanisation", soit par une forte tendance vers celle-ci. L'idée de "remplacement" nous semble toutefois devoir être quelque peu nuancée.

En effet, le moment est venu de se mettre d'accord sur une définition concrète du concept de "contre-urbanisation".

II. PROPOSITIONS DE DEFINITION

En harmonie avec Berry, Sant & Simons et Champion,

nous dirons que la "contre-urbanisation" est un processus de déconcentration impliquant un mouvement d'un état de plus grande concentration vers un état de plus faible concentration. Plus précisément, cette déconcentration résulterait de la croissance ralentie ou du déclin des grandes villes associé à la croissance corollaire de plus petits centres et de zones rurales. C'est bien là l'idée du *Clean break*. Cette déconcentration peut être sélective ou partielle. Toutes les localités de même taille n'évoluent pas vers une même tendance, à un même moment. L'idée d'un *Clean break* requiert certainement, au minimum, soit que le déclin ne soit pas limité au centre urbain mais étendu à toute la région métropolitaine, soit que la croissance concerne de substantielles parties d'aires non-métropolitaines non limitées à la zone périmétropolitaine. Une définition fondamentale du *Clean break* requerrait que croissance ou déclin ne soient plus du tout en rapport avec la classification urbaine traditionnelle (Coombes, 1989; Vining & Strauss, 1977).

La "contre-urbanisation" exprime une relation négative entre taille de peuplement et migration; elle est l'inverse du processus de concentration/urbanisation.

Ne pas préciser cette définition signifierait que rien ne distinguerait les entités de peuplement inscrites dans des systèmes urbains de celles qui ne le sont pas. Cependant, nombre d'études empiriques démontrent une augmentation de population dans des zones situées bien au-delà de systèmes métropolitains (i.e. aires fonctionnelles urbaines). Les espaces ruraux y montrent un taux de croissance plus rapide que les zones urbaines. Souvent les espaces très ruraux y témoignent d'une croissance du nombre d'habitants après des années de dépopulation. La "contre-urbanisation" apparaît donc comme un processus de déconcentration démographique localisée au-delà des "extensions suburbaines" (ou "décentralisations métropolitaines"), fondé sur une croissance et un mouvement dépassant les systèmes urbains classiques et visant le bas de la hiérarchie urbaine (au sein des plus petites entités de peuplement).

Le concept de "contre-urbanisation", né d'une comparaison avec le processus de *périurbanisation*, autre approche explicative des processus de distribution démographique, s'oppose donc bien à l'idée, qui se voudrait universelle, que toute croissance démographique des petites entités et des zones rurales doit être vue comme la continuation des processus anciens de distribution de la population, comme la future croissance des zones métropolitaines, et, par conséquent, comme l'illustration d'un état avancé du processus d'urbanisation. Toujours en rapport avec le processus de *périurbanisation*, la "contre-urbanisation" ne peut être assimilée au stade postérieur de la *désurbanisation*. Dans beaucoup de pays, la déconcentration et la croissance métropolitaine ont lieu en même temps. Nombreux sont ceux qui ont reçu un grand

nombre de migrants internationaux, soit comme migrants permanents, soit comme travailleurs temporaires, et qui tendent à se concentrer dans les grandes cités. Cette source de croissance pourrait faciliter la migration de "contre-urbanisation" des populations locales. La croissance de la population métropolitaine pourrait en fait être un mécanisme de déclenchement du mouvement de "contre-urbanisation". Elle pourrait d'autant mieux l'encourager que la demande de logement donne aux propriétaires la chance d'obtenir un haut prix pour leurs propriétés métropolitaines. Il n'est donc pas incohérent de penser que "contre-urbanisation" et croissance métropolitaine peuvent apparaître simultanément.

Mieux, la "contre-urbanisation" prise comme processus continu, la croissance des régions situées à la limite des régions urbanisées ou même des régions rurales non contiguës aux régions urbanisées peut devenir, et non pas "être" strictement, plus rapide que la croissance des régions urbanisées. Dans la foulée, l'idée que la "contre-urbanisation" n'est qu'une extension extrême de l'urbanisation dans un schéma d'accessibilité étendu à l'ensemble de la planète ne nous semble donc pas pertinente (Doxiadis, 1975).

Une autre perception attribuée à la "contre-urbanisation" un contenu plus sociologique que géographique. La "contre-urbanisation" est alors vue comme une forme de migration par laquelle des ménages sortent délibérément de la ville pour vivre à la campagne sans maintenir de relations journalières avec la zone urbaine. L'expression se réfère plus à la façon dont les ménages migrants entretiennent leurs relations avec la zone urbaine (une rupture) plutôt qu'à la localisation des ménages.

Dans un même sens, le concept de "contre-urbanisation" discerne deux types de situations migratoires :

1. celle dans laquelle les migrants ne font plus partie du système urbain, comme la migration de retraite, ou l'installation d'indépendants professionnels, artistes, etc. On doit cependant être conscient que cette forme de migration peut aussi exister dans les zones de navette des métropoles;
2. celle représentant la première étape d'installation des navetteurs dans les aires périphériques rurales. Aussitôt que cette migration devient structurelle, le territoire en question n'est plus rien d'autre qu'une forme de suburbanisation. En ce sens, la "contre-urbanisation" a pu être de quelque importance dans les années septante. Ce n'est pas une coïncidence que ce terme soit apparu à cette époque car, dans l'esprit d'alors, toutes sortes de processus de déconcentration ont été mis sous l'ombrelle de la "contre-urbanisation" (Huigen & Volkers, 1991).

Ces essais de définition progressive du processus de "contre-urbanisation" ont amené la conclusion constante qu'il s'agit finalement d'un concept fourre-tout. D'une part,

le concept, trop descriptif, est basé sur les changements de distribution de population sans une explication de leurs causes et, d'autre part, la composante rurale attire trop peu l'attention dans l'explication (Cloke, 1985).

III. LE CAS DE LA BELGIQUE

Plutôt que de conclure à un changement général de l'urbanisation en Belgique, nos observations empiriques pourraient-elles témoigner de la coexistence de plusieurs processus ?

Nous écartons pour la Belgique l'idée d'un élargissement de l'échelle structurelle fondé sur la superposition indéfinie des zones d'influence. Le mécanisme de décentralisation urbain contemporain, bien qu'encore actif, ne confirme pas une extension spatiale urbaine infinie.

L'introduction du concept de "contre-urbanisation", à côté des processus d'urbanisation classiques, nous semble dès lors nécessaire vu, d'une part, une démographie d'ensemble quasi stationnaire et, d'autre part, depuis les années soixante la présence au sein de l'espace rural de dynamiques nouvelles de peuplement.

Il nous est apparu nécessaire d'établir pour notre pays une définition plus circonscrite du concept de "contre-urbanisation".

Rappelons qu'une des caractéristiques essentielles de la "contre-urbanisation" est de représenter un processus distinct des étapes normales d'urbanisation. Il ne peut être vu juste comme une étape encore plus avancée de l'urbanisation. Les tendances récentes ont défini la simple agglomération physique ou conurbation comme un système de métropoles comportant des villes satellites, de longues distances de navettes et des décentralisations d'emploi. Néanmoins, ces tendances restent encore des formes d'urbanisation car elles réduisent la proportion de territoires et de populations restées localisées à de petites échelles. La "contre-urbanisation" désigne par contre le renversement de ce processus d'agglomération par un retour vers de plus petites localités et par l'émergence d'une nouvelle organisation des formes spatiales.

Ces définitions restrictives : *either deconcentration or movement down the hierarchy* présentent la "contre-urbanisation" comme une forme plus que comme l'élément d'un processus.

Une véritable étude de la "contre-urbanisation" imposerait la mise en évidence d'un processus dans un contexte complexe aux dimensions spatiales, temporelles et sociales. Dans l'état actuel, l'étude de la présence et de la magnitude de la "contre-urbanisation" ne s'appuie que sur des statistiques de population, selon une description détaillée des tendances, sans ou presque sans s'attacher aux causes.

En limitant la définition de la "contre-urbanisation" à un changement de population entre dates arbitraires de recensements, nous sommes en danger de créer une impasse en admettant l'avènement du processus sur base seulement d'indicateurs bruts. La géographie de la population seule n'est pas suffisante. Elle peut même être un point de départ inadéquat pour cette étude. Il serait plus efficace de focaliser celle-ci sur les questions de valeurs attribuées à l'environnement résidentiel. Cette approche pourrait découvrir l'existence d'une motivation et d'une pression de "contre-urbanisation" *continue* alors même que les statistiques de population indiquent un processus de concentration (Sant & Simons, 1993).

Ceci va nous permettre de regarder la "contre-urbanisation" comme une force permanente plutôt que comme un épiphénomène statistique, même si cette force peut varier dans le temps et dans l'espace.

Si on accepte comme un fait acquis la permanence d'une mobilité générale de population, précisons que le changement relatif, spécialement dans les formes de migration, résulte de processus spécifiques. Ces autres caractéristiques de changements relèvent de la "contre-urbanisation". Celle-ci peut dépendre de deux types d'approches :

1. la "prévalence" du choix résidentiel fondé sur une décision individuelle. Celle-ci implique un haut degré d'autonomie du consommateur (le migrant résidentiel);
2. la relégation à une fonction secondaire du choix derrière des institutions ou des firmes à forts capitaux. La "contre-urbanisation" apparaît alors comme une forme d'investissement.

Tout comme l'urbanisation avancée a été dictée par l'industrialisation et l'introduction de systèmes modernes de commercialisation et d'administration, la "contre-urbanisation" peut se fonder sur les changements de localisation de ces systèmes ou sur des phénomènes nouveaux.

En résumé, la définition de base de la "contre-urbanisation" pourrait être la restructuration régionale et la déconcentration de la population qui dépasse les territoires d'expansion métropolitaine.

Il est alors nécessaire de traiter la "contre-urbanisation" comme un élément à l'intérieur d'un large mouvement fondé par exemple sur :

- la redistribution des populations, des emplois;
 - la restructuration des systèmes économiques régionaux;
 - la réorientation du capital en fonction de la variation géographique des opportunités de profits;
 - le rôle de l'Etat avec, par exemple, la désignation de pôles de croissance et le possible effet d'induction cumulée;
 - le renversement des balances à l'intérieur des régions;
- plutôt que sur le résultat de formes migratoires. Cette

conception ampute la "contre-urbanisation" de l'élément démographique. Si cet argument était accepté, on pourrait alors se libérer des définitions statistiques simplistes et traiter la "contre-urbanisation" comme un processus continu.

D'ailleurs, parce que ce processus inclut des actions individuelles, il offre un large éventail d'attitudes et d'influences externes. Les futures recherches doivent aller plus loin dans la découverte des moteurs qui l'animent.

Finalement, il y a un élément spéculatif dans la recherche sur la "contre-urbanisation" qui va au-delà des choix immédiats de distribution de population et de décisions de localisation de marché. C'est la question des types de systèmes urbains que le futur va développer. L'histoire du développement urbain a été celle de la croissance de la concentration; celle-ci ne reflète pas seulement les économies d'échelles mais aussi la distribution du pouvoir entre intérêts métropolitains et autres. Une des implications de la récente tendance vers la "contre-urbanisation" pourrait consister en un relâchement des systèmes urbains. Si les impératifs de localisation traditionnels se sont érodés, alors la "vieille" hiérarchie relationnelle pourrait graduellement être remplacée.

IV. PERSPECTIVES A SCRUTER

L'évocation du processus de "contre-urbanisation", malgré ses faiblesses, nous a séduit dans la mesure où il remet en cause l'hégémonie des processus d'urbanisation soit l'urbanisation concentrée, soit l'urbanisation diffuse. Sa présence pose les premiers jalons d'une réflexion sur l'existence potentielle de mouvements s'établissant en dehors des espaces définis comme zones métropolitaines, et sur l'intérêt d'une recherche de la signification des dynamiques relevées au sein des espaces ruraux non-métropolitains. Le territoire, considéré dans sa totalité, peut donc inclure la coexistence de plusieurs processus : urbanisation, suburbanisation, désurbanisation et contre-urbanisation.

Les applications de ce schéma, effectuées jusqu'ici, ne nous permettent pas une compréhension totale de la complexité des mouvements vers les espaces ruraux ainsi qu'au sein de ceux-ci. En effet, il est à regretter que toute observation de la "contre-urbanisation" ne s'est accomplie que sur base de régions fonctionnellement urbaines.

Ces unités urbaines sont définies soit comme simples agglomérations, soit comme entités urbaines fonctionnelles bien plus vastes. Tel est le cas, par exemple :

- aux USA avec les *Standard Metropolitan Statistical Areas (SMSA)*;
- en RFA avec les *Funktionnal Urban Regions (FURs)*;

- au Royaume-Uni avec les *Metropolitan Economic Labour Areas (MELA)*.

Précisons que les observations empiriques faites aux Etats-Unis, en Angleterre puis en République Fédérale d'Allemagne, se sont appuyées sur des entités fonctionnelles proposant une partition complète du territoire national. Cette particularité n'est pas sans implication sur les résultats observés. La Belgique, la France, les Pays-Bas, pour ne citer que ceux-ci, ne disposent pas de telles unités urbaines fonctionnelles. Ces pays disposent de définitions, pour la plupart décennalement rectifiées en fonction des résultats du recensement statistique de population, telles que les *Régions Urbaines*, les *ZPIU* et les *City Regions*. En conséquence, l'observation en Europe de l'Ouest, *exit* la RFA, peut être menée sur deux fronts :

1. l'opposition entre unités fonctionnellement urbaines et espaces (ruraux) résiduels;
2. la confrontation d'entités administratives telles que les provinces (B et P-B) et les régions (F). Ces deux méthodes, présentées plus bas, n'aboutissent toutefois pas aux mêmes conclusions.

Outre la diversité des caractéristiques et la multiplicité des espaces englobés par ces définitions nationales, la description du processus de redistribution de la population ainsi exprimée ne semble s'appliquer qu'au monde urbain. Il en serait l'émanation, exprimée par la décroissance (brutale) du centre des agglomérations, et sa dernière mutation ne s'appliquerait qu'à des entités fonctionnelles urbaines cadencant ce type d'évolution dans les espaces caractérisés par des modes de fonctionnement urbains.

Aucune définition claire de l'espace rural n'est généralement donnée. Ni quelles sont les caractéristiques quantitatives et qualitatives des espaces de faible densité inclus au sein de ces entités fonctionnelles urbaines ou aux marges de celles-ci ? De même, inclus ou non inclus au sein d'entités urbaines, aucune précision n'est fournie ni sur la nature réelle de la transformation affectant ces espaces ruraux, ni sur le type d'espace rural concerné, ni sur la forme de repopulation rurale. Cette question du rôle des espaces ruraux, comme nouvel enjeu territorial de l'évolution du processus ci-dessus, se pose d'autant plus que cet espace rural est toujours pris comme référence pour marquer l'originalité de celui-ci.

Pour toutes ces raisons, il nous paraît nécessaire de mener l'observation de redistribution des densités en prenant pour zone de référence non pas l'espace urbain mais *l'espace rural*. Il nous paraît tout autant opportun d'effectuer cette analyse sur base *d'entités communales* et non plus de régions fonctionnellement polarisées par une agglomération principale, avec sa propre typologie communale.

Tableau 1
Coefficient de corrélation de la densité de population 1971
et des taux d'accroissement annuel moyen dû au solde migratoire

	D 1971	TxSmig47-60	TxSmig61-70	TxSmig71-81	TxSmig82-91	TxSmig92-96
Prov. du Luxembourg	49	-3,28	-2,56	1,67	2,76	6,17
Prov. de Namur	104	0,37	2,35	4,78	3,76	5,49
Prov. de Liège	268	3,11	2,44	2,71	1,18	4,15
Prov. de Limbourg	288	1,00	1,66	1,45	-0,85	3,49
Prov. du Hainaut	349	1,54	-0,07	-0,38	-0,62	1,55
Prov. de Flandre Occidentale	380	-3,07	-0,25	0,02	1,21	2,07
Prov. de Flandre Orientale	456	-1,98	-0,37	0,77	0,75	2,83
Prov. d'Anvers	537	0,71	1,35	0,61	1,24	3,45
Prov. du Brabant	652	4,99	7,84	2,03	1,43	5,03
r1		0,45	0,57	-0,45	-0,42	-0,41
r2		0,12	0,15	-0,65	-0,57	-0,77

D = densité de population 1971 (hab. / km²)

T_xS_{mig} = taux d'accroissement annuel moyen dû au solde migratoire (‰)

r1 = coefficient de corrélation; x = D, y = T_xS_{mig}

r2 = coefficient de corrélation à l'exclusion de la province du Brabant.

Tableau 3
Distribution de la population belge (%)

ZONES	1880	1947	1961	1971	1981	1991	1995
Agglomérations	39,91	46,46	47,19	47,04	45,20	43,39	42,83
Espaces périurbains	14,20	12,50	13,08	13,72	15,42	16,39	16,66
Régions urbaines	54,11	58,96	60,27	60,76	60,61	59,78	59,49
Zones de migrants alternants	20,78	17,07	16,39	16,08	16,33	16,77	16,93
Complexes résidentiels urbains	74,89	76,02	76,66	76,85	76,94	76,55	76,42
Espaces ruraux	25,11	23,98	23,34	23,15	23,06	23,45	23,58

V. QUELQUES APPLICATIONS AU CAS BELGE

Aucune autre application à ma connaissance que celle de Fielding n'a été menée sur la Belgique dans le contexte de la "contre-urbanisation". Cantonner les zones à caractère nettement rural à quelques poches réparties dans la Basse et la Moyenne Belgique et au Massif ardennais a été peu propice à une réflexion francophone sur l'existence ou la non-existence du processus de "contre-urbanisation" dans nos régions. La Belgique reste présentée dans un contexte la plaçant au plus haut niveau d'urbanisation de tous les pays de l'OCDE, connaissant de même le stade le plus avancé de *désurbanisation (périurbanisation)*, se caractérisant aussi par une démographie d'ensemble presque stationnaire et exprimant le cas européen le plus clair d'urbanisation quasiment généralisée (Drewett, 1980; OCDE, 1983; Laconte, 1984).

La confirmation d'une rupture d'urbanisation fin des années septante en Belgique a été construite sur base du taux de migration nette et de la densité de peuplement à l'échelle des provinces. Parmi les deux composantes démographiques exprimant le mouvement de population, croissance naturelle et migration nette, nous postulons que, le plus souvent et dans le contexte plus spécifique de l'Europe de l'Ouest, seule la composante migratoire peut être prise en compte malgré un jeu de renforcement mutuel. Nous disons ainsi que la croissance ou le déclin démographique est à l'heure actuelle expliquée en premier lieu par les effets présents de la migration (nombre d'immigrants moins nombre d'émigrants) et en second par les effets migratoires anciens que révèle la structure par âge de la population actuelle du territoire étudié.

Une application actualisée, sur base de données annuelles couvrant les années 1947 à 1996, à l'échelle des provinces (Tabl. 1) puis des arrondissements, nous montre qu'effectivement en recherchant le signe du coefficient de corrélation entre migration nette et taille de l'unité urbaine considérée, une relation de croissance inversée prévaut dès la période 1971-1981 ($r = -0.45$) et tend à se vérifier, avec néanmoins un léger affaiblissement de tendance, entre 1992-1996 ($r = -0.41$), en regard de l'échelon provincial. La valeur de ce coefficient est néanmoins inférieure à celle estimée par Fielding sur base de l'année 1979. Toutefois, la même procédure statistique excluant la province du Brabant, nous donne le coefficient de corrélation obtenu par les travaux de l'auteur anglo-saxon et dont la valeur est égale à $r = -0.65$ pour la période 1971-1981. Cette modification non anodine renforce la pertinence des propos des défenseurs du concept et indique même un renforcement spectaculaire du processus de "contre-urbanisation" avec un coefficient de corrélation de $r = -0.77$ pour la période 1992-1996. S'il est vrai que la tendance à la "contre-urbanisation" montre, entre les

périodes 1961-1970 et 1971-1981, les plus hauts taux de gains dans les provinces de faible densité des régions ardennaise et namuroise (+4.23 et +2.43) et les plus fortes pertes localisées dans les provinces contenant les plus grandes agglomérations (Brabant (-5.81) et Anvers (-0.75)) et les régions de vieille industrie (Hainaut (-0.30)), une telle observation n'est plus caractéristique des périodes suivantes. Entre les périodes 1971-1981 et 1982-1991, les plus hauts taux de gains se cantonnent premièrement dans la province de Flandre occidentale (+1.19), puis dans la province du Luxembourg (+1.09). Les plus faibles taux caractérisent des provinces non représentatives des plus faibles densités (Limbourg (-2.31) et Liège (-1.53)). Entre les périodes 1982-1991 et 1992-1996, si le Limbourg obtient le plus haut taux de gain (+4.35), le bond de croissance dans la province du Brabant (+3.60) explique l'infléchissement net du résultat du coefficient de corrélation selon que l'on inclut ou que l'on exclut cette province des calculs.

Afin de nous rendre mieux compte de la pertinence du concept ainsi défini, nous avons testé les résultats de ces données de migration nette et de densité de population sur base des arrondissements (Tabl. 2). Les résultats obtenus sont en défaveur d'une tendance statistique significative vers la "contre-urbanisation". Bien que négatif dès la période 1971-1981, comme cela fut relevé dans le cas des provinces, le coefficient de corrélation a une valeur nettement inférieure au seuil significatif de 0.50. Par contre, en retranchant l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, au comportement atypique en relation avec sa densité, on observe par contre :

1. que le seuil statistiquement significatif est atteint sur la période 1992-1996 ($r = -0.55$), ce qui atteste de la présence du concept de "contre-urbanisation";
2. que la tendance évolutive entre les différentes périodes est une confirmation du processus de "contre-urbanisation".

De telles observations, qui nous portent si rapidement d'une confirmation à une infirmation du processus de "contre-urbanisation", ne nous convainc pas de la pertinence, sinon du concept, du moins de la définition de celui-ci telle que évoquée plus haut.

Une seconde investigation cherchant à discerner qui, de l'espace rural ou urbain, traduit une dynamique démographique au long de sept périodes couvrant les années 1880 à 1995 (Tabl. 3), n'apporte guère d'arguments en faveur d'une "contre-urbanisation". En effet, les zones rurales ne sont certes plus en décroissance mais elles ne témoignent pas pour autant de dynamiques particulières. L'espace urbain, quant à lui, relativement stable, se caractérise toujours par la croissance plus prononcée des zones périurbaines.

Toutefois, sur base d'une étude personnelle, en province de Luxembourg et de Namur, des territoires ruraux aux

Tableau 2
Coefficient de corrélation de la densité de population 1971
et des taux d'accroissement annuel moyen dû au solde migratoire

	D 1971	TxSmig47-60	TxSmig61-70	TxSmig71-81	TxSmig82-91	TxSmig92-96
Arr.de Bastogne	35	-9,39	-9,06	-1,28	1,82	6,34
Arr. de Neufchateau	39	-8,04	-4,19	0,54	2,28	3,51
Arr. de Marche	41	-6,39	-1,84	9,45	5,76	9,20
Arr. de Dinant	53	-5,03	-1,63	3,51	4,80	7,94
Arr. de Virton	54	0,07	-1,12	1,89	3,78	4,90
Arr. de Philippeville	65	-1,26	-0,99	4,21	2,36	6,45
Arr.de Verviers	119	-1,97	0,38	2,65	2,17	5,00
Arr. de Thuin	146	-0,22	-0,80	2,85	1,66	4,17
Arr. de Huy	150	1,86	3,13	8,13	6,73	8,88
Arr. d'Arlon	153	5,57	2,29	-0,34	0,24	7,22
Arr. d'Ath	154	0,52	-1,31	2,59	1,57	5,79
Arr.de Dixmude	156	-6,68	-7,22	-4,60	-2,58	0,48
Arr. de Waremme	173	0,56	3,35	7,65	6,40	11,48
Arr. de Maaseik	182	-1,30	1,35	2,11	-0,02	4,89
Arr. de Furnes	200	-2,83	-0,60	1,20	11,98	10,39
Arr. d'Ypres	203	-6,72	-5,00	-3,22	-2,03	-0,69
Arr. de Namur	204	2,71	4,64	5,38	3,70	4,42
Arr. de Nivelles	218	7,39	16,45	21,59	8,75	10,32
Arr.de Tournai	245	-0,97	1,85	1,98	0,88	2,28
Arr. de Turnhout	245	-3,31	-1,01	1,08	1,91	5,46
Arr. de Tielit	254	-7,65	-5,97	-1,37	-0,13	1,61
Arr. d'Eeklo	257	-3,13	1,25	1,81	-0,38	3,08
Arr. d'Audenarde	308	-5,09	-2,33	-0,22	2,07	4,08
Arr. de Soignies	317	-0,06	1,13	1,55	1,22	4,01
Arr. de Tongres	330	-0,04	0,60	0,33	0,39	4,18
Arr. de Louvain	345	0,25	3,52	4,04	3,48	8,52
Arr. d'Hasselt	357	2,74	2,41	1,40	-1,93	2,36
Arr. de Saint-Nicolas	420	-3,36	-0,60	3,50	1,58	3,56
Arr. de Mons	450	-0,98	0,28	-0,16	-1,37	1,13
Arr. de Roulers	492	-3,54	-1,37	-1,53	-1,73	0,40
Arr. de Hal-Vilvorde	506	0,00	11,17	7,56	3,07	4,02
Arr. d'Ostende	508	1,43	2,26	2,15	5,19	7,35
Arr. de Gand	511	0,35	0,75	1,05	1,06	2,21
Arr. de Termonde	512	-3,37	-1,25	1,22	0,84	2,92
Arr.de Bruges	515	0,09	4,12	2,51	2,64	2,84
Arr. de Malines	555	-0,62	-0,03	1,41	1,24	4,17
Arr. d'Alost	615	-2,48	-1,32	-1,68	-0,79	2,70
Arr. de Courtrai	655	-1,14	0,41	-0,43	-0,31	-0,72
Arr. de Mouscron	714	0,00	0,67	0,29	-1,36	-2,52
Arr. de Liège	788	7,00	2,13	-0,22	-0,63	2,20
Arr. de Charleroi	829	3,75	-0,91	-3,57	-2,38	-0,41
Arr. d'Anvers	917	2,44	2,61	0,18	0,96	2,38
Arr. de Bruxelles-Capitale	6662	5,52	6,11	-6,33	-2,65	1,37
r1		0,34	0,25	-0,34	-0,30	-0,26
r2		0,40	0,22	-0,28	-0,39	-0,55

D = densité de population 1971 (hab. / km²)

T_xS_{mig} = taux d'accroissement annuel moyen dû au solde migratoire (‰)

r1 = coefficient de corrélation; x = D, y = T_xS_{mig}

r2 = coefficient de corrélation à l'exclusion de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

dynamiques différenciées ont retenu notre attention. Des communes, que nous avons qualifiées de **rurbaines**, témoignent depuis les années septante, sous le couvert d'une légère croissance démographique, de mécanismes complexes attribuant à ces espaces de réelles dynamiques endogènes.

CONCLUSION

Ainsi développée par ses auteurs, nous considérons que l'idée de "contre-urbanisation" est une source qui s'est tarie d'elle-même en raison des faibles moyens méthodologiques employés. Son originalité aura, néanmoins, été de dire que l'espace rural (de faible et même de très faible densité) est actuellement touché par un nouveau mouvement. Sa faiblesse reste de ne pouvoir ni cibler les zones réellement affectées par de telles dynamiques, ni expliquer les mécanismes entraînant ces changements.

Notre objectif, dans le cadre de travaux qui sont en cours vise à mettre en évidence les mécanismes spécifiques d'un phénomène que nous qualifierons de **rurbanisation**.

Il n'en reste pas moins que le phénomène de "contre-urbanisation", constaté par les auteurs anglo-saxons, nous a mis par ses indications sur la voie d'une recherche qui semble devoir révéler un nouvel aspect de l'occupation de l'espace rural dont les caractéristiques spécifiques doivent encore être bien cernées. Nous nous y employons.

BIBLIOGRAPHIE

- BEALE C.L., 1977. The recent shift of the United States population to non-metropolitan areas, 1970-1975. *International Regional Science Review*, 2, 113-122.
- BERRY B.J.L., 1976. Urbanization and counterurbanization. *Urban Affairs Annual Reviews*, Sage Publications, London, 334 p.
- BERRY B.J.L., 1980. Urbanization and Counterurbanization in the United States. *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 451, 13-20.
- BERRY B.J.L., 1988. Migration reversals in perspective : the long-wave evidence. *International Regional Science Review*, 11, 245-251.
- CHAMPION A.G., 1988. The reversal of the migration turnaround : resumption of traditional trends ? *International Regional Science Review*, 11, 253-260.
- CHAMPION A.G., 1989. Counterurbanization in Europe. *The Geographical Journal*, 155, 52-59.
- CHAMPION A.G., 1989. Counterurbanization. *The changing pace and nature of population deconcentration*, Edward Arnold, London, 266 p.
- CLOKE P., 1982. Counterurbanization : a rural perspective. *Geography*, 73, 13-23.
- COOMBES M.G. & al., 1989. Counterurbanization in Britain and Italy. *Progress in Planning*, 32, 1-70.
- DAVIES W.K.D., 1990. What population turnaround ? : some Canadian prairie settlement perspectives, 1971-1986. *Geoforum*, 21, 303-320.
- DE SMIDT M., 1987. In pursuit of deconcentration: the evolution of the dutch urban system from an organizational perspective. *Geografiska Annaler*, 69, 133-143.
- DEAN K.G., 1986. Counterurbanisation continues in Brittany. *Geography*, 311, 151-154.
- DEAN K.G., BROWN B.J.H., PEERY R.W. & SHAW D.P., 1984. **The conceptualisation of counterurbanisation**. *Area*, 16, 9-14.
- DOXIADIS C.A., 1975. The ecological types of spaces that we need. *Environmental Conservation*, 2, 3-13.
- DREWETT R., 1980. Changing Urban Structures in Europe. *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 451, 52-75.
- FIELDING A.J., 1982. Counterurbanisation in Western Europe. *Progress in Planning*, 17, 1-52.
- FIELDING A.J., 1989. Migration and urbanization in Western Europe since 1950. *The Geographical Journal*, 155, 60-69.
- GORDON P., 1979. Deconcentration without a 'clean break'. *Environment and Planning A*, 11, 281-290.
- HALFACREE K.H., 1994. The importance of the 'rural' in the constitution of counterurbanization: evidence from England in the 1980s. *Sociologia Ruralis*, 34, 164-189.

- HUIGEN P.P.P. & VOLKERS C.R., 1991. Counterurbanization : a process of regional rural development ? *Le développement régional rural en Europe* (Roger Calmès), Centre de publication de l'Université de Caen, Caen, 49-59.
- KONTULY T., 1991. The deconcentration theoretical perspective as an explanation for recent changes in the West German migration system. *Geoforum*, 22, 299-317.
- KONTULY T., WIARD S. & VOGELSANG R., 1986. Counterurbanisation in the Federal Republic of Germany. *The Professional Geographer*, 38, 170-181.
- LACONTE P., 1984. Urbanisation, désurbanisation, urbanisation généralisée en Belgique. *Métropolis*, 63, 52-57.
- OCDE, 1983. *Urban Policies for the 1980s. Ad Hoc Group on urban Problems*, Paris, 48p.
- OGDEN P.E., 1985. Counterurbanisation in France : the result of the 1982 Population Census. *Geography*, 306, 24-35.
- ROBINSON G.M., 1990. *Conflict and change in the countryside*. Belhaven Press, London, 482 p.
- SANT M. & SIMONS P., 1993. The conceptual basis of counterurbanization : critique and development". *Australian Geographical Studies*, 31, 113-126.
- SPENCER D., 1995. Counterurbanisation: the local dimension. *Geoforum*, 26, 153-173.
- VAN DAM F., 1996. The turnaround after the turnaround after the turnaround ? The urban-rural migration wave in the Netherlands, 1973-1994. *Paper presented to the IGU-congress*, The Hague, August 4-10, 1-22.
- VINING D.R. & KONTULY T., 1978. Population dispersal from major metropolitan regions : an international comparison. *International Regional Science Review*, 13, 1-49.
- VINING D.R. & STRAUSS S.A., 1977. A demonstration that the current deconcentration of population in the United States is a clean break with the past. *Environment and Planning A*, 9, 751-758.

Adresse de l'auteur :
 Laurence THOMSIN
 Université de Liège
 Service de Géographie humaine
 Sart Tilman B11
 Allée du 6 Août 2
 B - 4000 Liège, Belgique